

# NOTES SUR “LA GRANDE DIVISION DES TRAVAILLEURS” DE MAURICE LABI:...

## Deuxième partie: *Le prétexte...*

*«J'ai écrit alors que la scission avait été l'œuvre de canailles et d'imbéciles. Des majoritaires canailles et de minoritaires imbéciles. De trop gros mots, sans doute!».*

*Pierre MONATTE.*

Mêmes certains anarchistes cédèrent au conformisme militariste qui établit ses quartiers en Europe à partir de l'été 1914 (1). Et non des moindres (2). On peut se demander par quelle aberration mentale un James Guillaume et un Kropotkin ont pu, prêt de cinquante ans plus tard, reprendre à leur compte en le retournant le raisonnement que fit Marx au moment de la guerre de 1870. L'homme le plus averti ne sait pas toujours résister à l'événement.

Labi a omis de signaler cette marque supplémentaire de l'effondrement des anarchistes que fut le «*Manifeste des Seize*». Il a pourtant dû traumatiser un peu plus l'aile anarcho-syndicaliste et par là-même ajouter au morcellement de l'opposition anti-guerrière.

Quelques-uns des leaders révolutionnaires surent tenir bon devant Jouhaux et sa fine équipe qui s'entendaient à séduire les opposants en leur proposant des sursis d'appels ou des planques à l'arrière (de la belle ouvrage!). Mais le rapport des forces ne laissait aucun espoir. Une certaine conception de l'internationalisme prolétarien, superficielle parce que sentimentale, était morte; le mouvement ouvrier international n'avait pas voulu ou n'avait pas su ou n'avait pas pu voir plus loin que l'horizon quotidien et s'était ainsi immanquablement cadencé dans le carcan des nations quelles qu'aient été les déclarations d'intentions.

Ces belles déclarations d'intentions continuaient d'ailleurs de fleurir. La conférence de Clermont-Ferrand tenue du 23 au 25 décembre 1917, après une empoignade stérile se termina sur une motion de conciliation (pour «*sauvegarder l'unité*») qui déclarait:

*«La Conférence rappelle les formules suivantes, qui sont celles du président Wilson et de la révolution russe, et qui furent toujours et sont restées celles de la classe ouvrière française:*

*Pas d'annexion; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; reconstitution dans leur indépendance et dans leur intégralité territoriale des pays actuellement occupés; réparation des dommages causés; pas de contribution de guerre; pas de guerre économique succédant aux hostilités; liberté des détroits et des mers; institution de l'arbitrage obligatoire pour régler les différends internationaux; constitution de la Société des Nations.*

*La Conférence, interprète des sentiments des travailleurs de ce pays, donne mandat à la C.G.T. d'agir de toutes ses forces pour obtenir du gouvernement français l'énoncé précis et public des conditions de paix. Elle demande instamment aux classes ouvrières de tous les pays en guerre d'exiger de leurs gouvernements respectifs la publication, avec les mêmes précisions, de leurs conditions de paix» (3).*

Toute l'impuissance d'une manière de vivre la lutte de classe, éclate dans ce texte dérisoire.

(1) Voir *Le Monde Libertaire*, n°114, juillet 1965.

(2) Voir à ce sujet les pages centrales du *Monde libertaire* n°104, «*Les anarchistes et la guerre de 1914*».

(3) LABI, op. cit., p.85.

Je n'écris pas cela pour me moquer gratuitement des militants sincères qui ont cru devoir y souscrire, ni en oubliant qu'une bonne partie des opposants était au front ou en prison, ni pour remodeler les événements un demi-siècle plus tard, mais en regrettant qu'un grand nombre de militants d'avant-garde actuels semble toujours convaincu que cette impuissance était accidentelle.

Avec la fin de la guerre, le patronat et l'État rompirent bien entendu l'*Union sacrée*. Jouhaux fut donc, malgré lui, renvoyé dans l'opposition. Pour conserver son poste, il lui fallait prendre un virage à gauche, il s'y employa sans tarder. Quel beau morceau de littérature engagée que cette motion qu'il présenta lui-même au congrès de Lyon en 1919!

*«Émanation directe des forces ouvrières organisées, la congrès confédéral proclame à nouveau, avec une conviction renforcée par toute l'expérience passée comme par l'effroyable catastrophe qui a désolé le monde, que l'idéal syndicaliste s'accomplira seulement par la transformation totale de la société,*

*Née de la lutte de classes, expression complète de la situation faite au prolétariat, s'inspirant pour son action et dans son objet de la défense des intérêts professionnels et du développement complet des droits du travail, l'organisation ouvrière répète que son but essentiel est la disparition du patronat et du salariat. La lutte de classes, elle la constate comme un fait dont elle entend tirer toutes les conséquences. Cette lutte ne pouvant prendre fin qu'avec la suppression de toutes les classes, de tous les privilèges économiques et sociaux, elle doit aboutir à une organisation nouvelle de la collectivité (...). Créateur de toutes les richesses, élément qui commande l'activité sociale, le travail entend être tout parce que les autres facteurs de la société ns sont que ses subordonnés ou ses parasites.*

*Ainsi, sans qu'aucune équivoque puisse être possible, le syndicalisme déclare qu'il est dans son origine, son caractère présent, son idéal permanent, une force révolutionnaire» (4).*

Pour s'affirmer partisan d'une conception révolutionnaire du syndicalisme, après s'être fait pendant plus de quatre ans le larbin de l'État, du patronat et de l'armée, il faut être indéniablement doué d'un culot certain et du sens de la manœuvre. La suite de sa carrière a montré que ni l'un ni l'autre ne manquaient à Jouhaux. S'y ajoutait le mépris non moins certain que tout «chef» porte à la piétaille. La déclaration qu'il fit un an plus tard au congrès d'Orléans pour piper les voix d'une partie des sympathisants libertaires constitue un exemple caractéristique de ce mépris.

*«Anarchiste de la première heure, bataillant dans les groupes d'avant-garde à l'heure où il y avait quelque danger à le faire (...), je fus de ceux qui, avec Pelloutier, considérèrent que le mouvement syndical pouvait nous donner des satisfactions au point de vue de la réalisation de notre conception économique... Avec Pelloutier, d'accord avec les anarchistes, je reste contre la dictature, d'où qu'elle vienne et quelle qu'elle soit» (5).*

Toutes les dictatures... sauf celle de Clemenceau.

Les anarchistes n'étaient pas les seuls destinataires de ces tentatives de séduction puisque un an avant, à Lyon, il concluait sa fameuse motion en manifestant sa profonde sympathie à la révolution russe (sic).

*«Le Congrès, soucieux d'affirmer sa solidarité effective à l'égard du peuple russe, charge le Bureau confédéral de demander aux organisations syndicales des transports de faire que leurs membres se refusent de transporter armes et munitions destinées aux armées de Koltchak et Dénikine. Le Bureau confédéral est chargé également de transmettre cette même proposition au Bureau syndical international pour que ce dernier internationalise cette action» (6).*

Les bolcheviks ne lui surent aucun gré de cet appel du pied. Pour rompre l'encerclement de la Russie révolutionnaire par les États capitalistes, il leur fallait créer des difficultés dans ces États et le plus court chemin était de chercher à s'appuyer sur une fraction des minorités révolutionnaires. Ils n'avaient donc rien à espérer de Jouhaux, tout de même marqué par sa conduite peu reluisante des dernières années.

Ils furent nombreux les révolutionnaires de tous les pays, y compris les anarchistes, à tomber dans le piège des bolcheviks. A cette époque, la dictature du prolétariat se situait encore dans le domaine des

(4) Ibid., p. 130 et 131.

(5) Ibid., p.175.

(6) Ibid., p.131.

abstractions. Bakounine, en son temps, s'était employé à dénoncer ce concept dont il avait su prévoir les implications logiques. Mais Bakounine, en 1918, c'était déjà de l'histoire ancienne.

Est-ce à dire qu'en France la scission de la C.G.T. fut principalement l'œuvre de Moscou? Labi en est presque convaincu puisqu'il écrit: «S'il n'y avait eu que la France et les travailleurs français, il n'y aurait pas eu de scission au sein de la C.G.T.» (7).

Cette conviction semble pourtant en contradiction avec les faits qu'il relate puisque au congrès de Lille, en juillet 1921,

«ce fut le courant anarchiste qui domina [la minorité]» à tel point que le *Libertaire* du 29 juillet titrait: «Le Fédéralisme triomphe» (8); puisque la fraction de la minorité favorable à la 3<sup>ème</sup> Internationale ne comptait pas que des membres du P.C. nouvellement créé, puisque au sein même du P.C. l'unanimité était loin d'être faite en faveur de la scission; puisque enfin la minorité n'envisageait l'adhésion de la C.G.T. à l'*Internationale syndicale rouge* qu'à la condition expresse que les statuts respectent l'autonomie du mouvement syndical (9), ce qui était loin de l'acceptation pure et simple des fameuses «21 conditions».

Au contraire de Labi, Monatte pensait qu'une légende mensongère s'est créée suivant laquelle la scission syndicale en France fut l'œuvre des communistes. Elle fut en réalité l'œuvre des réformistes qui creuseront une chausse-trappe et celle des anarchistes et des syndicalistes dits purs qui s'y précipitèrent (10).

Selon lui, les majoritaires qui, en 1921, avait senti souffler le vent de la défaite, ne pouvaient conserver la direction de la C.C.T, qu'en provoquant une scission qui rejeterait les minoritaires hors de l'organisation L'évolution des votes (11) aux quatre derniers congrès de la C.G.T. unie semble donner raison à Monatte.

	Congrès	% Majorité	% Minorité
Paris	1918	73	20
Lyon	1919	67,5	28
Orléans	1920	66	29,3
Lille	1921	53	44,7

Ce ne serait pas du tout étonnant que le sectarisme léniniste ait opportunément fourni aux précurseurs français de l'intégration des syndicats à l'État le prétexte dont ils avaient effectivement besoin pour se débarrasser d'une minorité en passe de devenir majoritaire. Mais Monatte ne jugeait-il pas trop sévèrement ces anarchistes et ces syndicalistes dits «purs» qui se seraient montrés trop impatients?

**Marc PRÉVÔTEL.**

-----

(7) Ibid., p.232.

(8) Ibid., p.203.

(9) Ibid., p.203.

(10) Pierre MONATTE, «Trois scissions syndicales», p.138.

(11) LABI, op. cit., p.287.